

# La FNSEA veut « annexer » le sujet du changement climatique

© 12/09/2020 |  Terre-net Média

« **L'écologie c'est nous !** » : la FNSEA a entamé une révolution au moins sémantique pour couper l'herbe sous le pied des « écologistes de salon » et ne pas rater le train des aides publiques.

« **A**nnexons ce sujet du changement climatique et des transitions agroécologiques, n'ayons pas peur des mots », a enjoint jeudi Christiane Lambert, présidente du premier syndicat agricole français, lors de l'assemblée générale de l'organisation qui se tenait à Villejuif.

« L'écologie c'est nous, nous ne sommes pas des écologistes de salon, nous sommes des écologistes experts », a-t-elle insisté.

Lors de son AG, le syndicat a adopté, moins quelques abstentions, son rapport d'orientation 2020, intitulé « Faire du défi climatique une opportunité pour l'agriculture », qui fixe la ligne de la FNSEA pour les trois ans à venir.

Mme Lambert a haussé le ton quand un délégué présent dans la salle a tiqué sur l'emploi du terme « agroécologique » dans un passage du rapport.

« Nous ne pouvons pas rester sur des querelles de mots, **nous avons tous changé, moi j'assume ces changements** », a-t-elle déclaré, estimant que ce rapport revêtait un « caractère historique » pour la FNSEA.

Le syndicat est régulièrement critiqué par les défenseurs de l'environnement qui lui prêtent une logique essentiellement productiviste au détriment de la nature.

Lire aussi > [Rapport d'orientation FNSEA : un plan d'action contre le changement climatique](#)

## « Tournant »

Un peu plus tôt, Mme Lambert avait souligné que le changement climatique et les sécheresses à répétition plaçaient l'agriculture devant un « **tournant similaire à celui des années 1960** ».

Après guerre, les agriculteurs en France, comme dans la plupart des pays occidentaux, ont été poussés à modifier significativement leurs pratiques pour augmenter les rendements et assurer l'alimentation d'une population européenne grandissante et appauvrie par le conflit, via la mécanisation, l'utilisation de produits phytosanitaires et les engrais chimiques, plus tard pointés pour leurs effets sur l'environnement.

L'agriculture est en France le **deuxième émetteur de gaz à effet de serre**, derrière les transports.

Mais la FNSEA entend rappeler que l'agriculture participe aussi à l'absorption du CO<sub>2</sub> via la photosynthèse des plantes cultivées, des haies ou des prairies. Et qu'elle produit des énergies renouvelables, quand les effluents agricoles font du biogaz dans des méthaniseurs ou que des panneaux photovoltaïques sont installés sur les bâtiments d'élevage.

« Ce qui serait dramatique, ce serait que les agriculteurs ne s'intéressent pas à la question du climat », a réagi le président de l'association de défense de l'environnement Générations futures François Veillerette, auprès de l'AFP, tout en estimant que « ce sont les mesures qui comptent ».

« Si on nous dit qu'il faut planter des haies pour faire de l'agroforesterie, on dit "oui, formidable". Après, si c'est justifier le modèle d'élevage hyper-intensif pour dire "regardez comme on est vertueux en utilisant des effluents d'élevage parce qu'on fait de la méthanisation", ça ne changera pas notre vision négative de ce type d'élevage », a-t-il conclu.

« Il est indispensable que nous nous réformions, que nous nous adaptions plutôt que de se mettre en résistance et de courber la tête », a estimé Mme Lambert jeudi.

Une inflexion qui est tout sauf une surprise pour Jean-Marc Touzard, économiste et directeur de recherche à l'Inrae sur les stratégies d'adaptation de l'agriculture face à l'enjeu climatique.

Invité début 2019 à la Copa-Cogeca, organisation européenne qui fédère les syndicats agricoles majoritaires, on lui avait présenté une feuille de route prenant en compte le changement climatique.

« C'était juste avant les élections européennes, ces organisations anticipaient le fait que l'enjeu climatique allait devenir central » et voulaient « faire des propositions pour ne pas être prises au dépourvu par une évolution de la Pac », a-t-il déclaré.

Il prévoit néanmoins **des « points d'achoppement » comme l'irrigation**, « moyen de s'adapter au changement climatique mais question qui reste sensible », la place de la production animale ou l'utilisation des engrais de synthèse.

Lire également > [Irrigation : on ne pourra plus arroser demain comme le faisait hier](#)

La présidente de la FNSEA concède que **ce positionnement est indispensable pour débloquer des crédits publics**.

Dans le plan de relance présenté début septembre, quand le gouvernement prévoit 1,2 milliard pour le secteur de l'agriculture et de l'alimentation, la

moitié des crédits sont estampillés « transition écologique ».

À l'AG, quelques voix se sont élevées pour regretter l'omniprésence du mot « climat » dans le rapport d'orientation, au risque de reléguer la question de la rémunération.

L'objectif reste de « **s'y retrouver en terme de valeur créée** » pour l'agriculteur, a promis Mme Lambert.